

APPEL A COMPETENCES (RFI)

Fourniture de matériels réseau et prestations associées

Note à l'attention des opérateurs économiques

1. Précisions liminaires

Le questionnaire joint à la présente note ne constitue ni une consultation, ni un appel d'offres, ni un quelconque engagement des porteurs du projet à lancer ultérieurement une consultation sur l'objet de la demande d'information.

Réciproquement, les réponses au questionnaire ne revêtent aucune valeur contractuelle de la part de leurs auteurs.

2. Objet et contexte de la demande

En France, le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE) est présent sur une vingtaine de sites principalement à Paris, Nantes. A l'étranger, il gère environ cent soixante ambassades ou représentations diplomatiques et cent vingt consulats. Son architecture de communication utilise, d'une part, des réseaux locaux de type Ethernet ; d'autre part, des réseaux étendus reposant sur des liaisons terrestres et satellites.

3. Présentation générale du projet

L'objet du futur appel d'offres consiste en la fourniture, en France, pour l'ensemble des sites du ministère (France et étranger) :

- **Matériels actifs** : commutateurs, routeurs, pare-feu, accélérateurs IP, proxy....

- **Logiciels afférents** : logiciels réseau ou de sécurité, d'outils d'administration, de nouvelles versions de systèmes d'exploitation de matériels réseau, de licences et d'outils réseau et sécurité, incluant le domaine de la mobilité .
- **Maintenance** : des matériels actifs et logiciels afférents acheté via ce marché ou existant déjà dans le parc du MEAE.
- **Services de prestations associés** : Prestations d'études, d'intégration, transfert de compétence et de formation.

Le futur titulaire devra être en mesure de fournir au MEAE les matériels de réseaux des constructeurs suivants : Alcatel, Allied Telesis, Certes, Cisco, Ecom, F5, Fortinet, Gigamon, Juniper, McAfee, Palo Alto, Polycom, Pradeo, Quescom, Solarwinds, Splunk, Stormshield, Ucopia.

Ainsi que l'ensemble des gammes de matériels des différents constructeurs importants sur le marché.

A noter que tous les acheminements de matériels entre la France et l'étranger sont pris en charge par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Donc toutes les livraisons dans le cadre de ce futur marché seront effectuées en France et tous les retours de matériel en panne se feront également sur des sites de la France métropolitaine.

Au niveau des logiciels, le futur titulaire devra fournir la mise à jour des logiciels constructeur (firmware) pour les nouveaux matériels achetés et ceux déjà installés au MEAE. Il y aura également l'acquisition de nouveaux logiciels spécialisés dans le domaine des réseaux, de la sécurité et de la mobilité.

Concernant le besoin de maintenance, cela regroupe la garantie constructeur et la maintenance des matériels achetés. Outre la garantie légale, le futur titulaire devra décrire sa garantie contractuelle associée à l'achat de tout matériel neuf.

A partir de l'inventaire des matériels et des logiciels déjà acquis par le MEAE, le futur titulaire devra réaliser un tableau avec pour chaque élément la date de fin de vente, la date de fin de support standard et la date de fin de support étendu.

Le futur titulaire effectuera ensuite la mise à l'inventaire des matériels acquis en fournissant à chaque livraison un tableau regroupant les différentes données nécessaires à l'intégration dans la base de données du MEAE.

Les autres services associés à ce futur marché concernent des prestations suivantes (liste non exhaustive) :

- Mise en œuvre de nouvelles architectures de communication.
- Installation et déploiement de nouveaux matériels.
- Audit des configurations des infrastructures réseaux et sécurités en production.
- Formations liées à la présentation de nouveaux matériels ou logiciels de réseau.
- Etudes d'évolution.
- Réversibilité mise en œuvre à la fin du marché.

4. Protection des informations communiquées

L'exploitation des réponses est réalisée par la mission ministérielle des achats du MEAE. Les informations sont portées à la seule connaissance des membres du projet.

5. Modalités de correspondance et de remise des réponses

Les opérateurs économiques intéressés transmettent leur réponse au questionnaire par courrier électronique via PLACE au plus tard le **13 janvier 2026 à 12h00** (heure de Paris).

Les opérateurs peuvent communiquer d'autres documents que le support de réponse fourni dans le présent dossier s'ils le souhaitent (PowerPoint de présentation par exemple).

Les réponses au questionnaire peuvent être présentées directement en complétant le document « support de réponse », joint à la présente note. Les opérateurs économiques peuvent compléter leur réponse en portant à l'attention de l'administration toute information qu'ils jugeraient utile.